LA BELLE-LEE

PUBLIÉE ET PUBLIÉE, POUR LES AMIS, PAR
JEROME BAYON.
IMPRIMEUR DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.
"L'Etat c'est l'UNION est commerce."
LUNDI MATIN, 24 FEVRIER 1834.

POUR GOUVERNEUR :
J. B. DAWSON.
POUR MAIRE :
JOHN H. HOLLAND.

Pour le Congrès :— 1er. district, CH. GAYARRE',
" 2d " JAMES BRADFORD.
" 2e " MOORE.
" 3e " MOUTON.

AVIS IMPORTANT !!!

Les citoyens du 2nd. district sénatorial sont priés de vouloir bien se réunir AUJOURD'HUI 24 courant, à 6 heures du soir, à la salle de Bal de M. Dupuy, rue St. Philippe pour prendre en considération la conduite du sénateur D. F. Burthe, au sujet de son vote sur le bill de la Banque des Citoyens et adopter telles mesures qu'ils jugeront convenables pour exprimer énergiquement leurs sentiments.

Le sénateur D. F. Burthe est prié de vouloir bien se trouver à cette assemblée afin d'y développer les motifs qui ont pu l'engager à voter pour le rejet du bill accordant la foi de l'Etat, pour sûreté de l'emprunt à faire afin d'obtenir le capital en numéraire nécessaire à l'établissement de la Banque des Citoyens.

Un Grand nombre d'Actionnaires et Autres.

INTERIEUR.

NOUVELLE-ORLEANS, 24 février.

C'est aujourd'hui que doit avoir lieu la vente des terrains de Mandeville. Toutes les personnes qui ont visité ces terres s'accordent à dire qu'elles sont remarquables par leur élévation; la fertilité du sol et la beauté des arbres qui le couvrent nous font penser que bientôt ces lieux offriraient aux habitants de cet Etat, l'occasion d'y passer la mauvaise saison de l'année, au lieu d'aller dans les autres parties de l'Union. Si l'on considère la situation heureuse de Mandeville, qui fait face au chemin-à-coulisses, on sera convaincu que le premier Rail Road qui conduira des autres Etats de l'Union à la Nouvelle-Orléans, aboutira à ce point. Le voyageur venant de la Mobile, dont la distance est à peu près de 45 lieues, descendrait à l'hôtel de M. Davis, et de là, il n'aurait que deux heures de plus de marche pour se rendre à la Nouvelle-Orléans, au moyen du bateau-à-vapeur de MM. Davis et Marigny, qui doit naviguer journellement entre Mandeville et le *Pontchartrain Rail Road*.

Dans la nuit de samedi à dimanche, une rixe sanglante ayant eu lieu entre les Irlandais qui travaillent à la fouille d'un canal à la Métairie, le capitaine Boisdinghen s'y est rendu en toute hâte, avec 80 hommes de garde, et après une résistance, les mutins se sont rendus. La garde en a amené une vingtaine.

ASSEMBLEE DE CITOYENS.

L'assemblée qui a lieu ce soir, rue St-Philippe tend vers un but important pour le pays. Il s'agit d'y manifester l'opinion de notre district, relativement au rejet fait par le sénat d'une mesure favorable à la généralité des citoyens, ainsi qu'au commerce. Il est évident que la même crise nous menace, qui a déjà fait sentir ses fâcheuses conséquences dans plus d'un Etat, et nous ne saurions y échapper, si nos législateurs, eux-mêmes, se refusent à adopter des mesures que la fortune semblait avoir réservées, permettant d'autres faveurs, à la Louisiane.

Une banque, celle des citoyens, ayant un capital de douze millions aurait pu parer efficacement aux inconvénients de la liquidation de la Banque des Etats-Unis. Ses opérations eussent pu commencer de suite, au moyen des fonds qu'elle pouvait réaliser ici par ses actions, et qui ne s'élevaient pas à moins de deux millions; tandis que des traites eussent été acceptées pour des sommes plus fortes par la mère Banque de Philadelphie, sur des fonds considérables préparés en Angleterre. Il ne s'agissait, pour tant d'avantages que d'obtenir la foi de l'Etat qu'avaient obtenue d'autres banques dans des circonstances beaucoup moins urgentes; et l'on pourrait ajouter que, de toutes les institutions, la Banque des Citoyens était celle dont l'utilité devait être le plus généralement sentie par la masse des citoyens, attendu que c'était elle qui devait faire affluer chez nous, le plus de fonds étrangers.

C'est donc une mesure pressante que de faire entendre au sénat la voix du peuple. Déjà plusieurs districts se sont prononcés à cet égard, et les sénateurs qui les représentent n'ont que des pétitions. Serions-nous moins empressés et moins prévoyans, nous que touche de plus près l'importance de la mesure à prendre de la part de la législature? Car n'en doutons pas, elle va chercher les moyens de répandre la confiance et aux besoins impérieux des citoyens. Il ne s'agit ni de blâmer le passé ni de récriminer contre des votes donnés sans doute en conscience; mais il s'agit d'obvier à de grands malheurs, et d'obtenir de la sollicitude de nos représentans, une mesure conservatrice de nos intérêts, et analogue à nos besoins.

Les bons esprits des deux chambres s'entendent déjà à cet égard, et plus d'un citoyen influent, cherche à ramener ceux de nos mandataires qu'avait égarés une fausse doctrine et qui croyaient se populariser dans leur district, en laissant peser sur la Nouvelle-Orléans les inconvéniens de la liquidation de la Banque des Etats-Unis. Mais y songeaient-ils bien; et ne jouaient-ils pas le rôle des membres avec l'estomac dans l'antique apologue qui est devenu par sa justesse l'adage de toutes les nations?

Il est des citoyens, appelés aux postes les plus éminens, qui veulent à la prospérité générale, cherchent à ramener ces esprits fourvoyés. Il en est un, surtout, pourqui la Louisiane est une unité inrangible, et dont les conseils ramèneront dans doute beaucoup d'opinions, parmi celles de certains districts dont les mandataires avaient oublié qu'ils frappaient aussi leurs commettans, en votant contre une banque où ceux-ci avaient des intérêts considérables.

Que notre assemblée dont soit nombreuse; qu'elle soit digne et calme; mais que l'attitude des citoyens y soit imposante et ferme! que leurs résolutions portent le caractère de la prudence et de la modération; mais que des citoyens assemblés en grand nombre fassent souvenir que l'opinion du peuple est toute en faveur de la concession de la foi de l'état à la Banque des Citoyens!

Les fauteurs du rejet ont l'air de dédaigner une assemblée populaire! il en est même qui s'en prennent à la localité choisie, comme si une assemblée, si respectable par elle-même, devait compte du local sur lequel tombe son choix. Que ce soit un temple, ou une salle de bal, n'est-ce pas indifféremment quand la présence d'un grand nombre de citoyens le consacre? Une telle puérilité ne saurait arrêter des gens raisonnables; et n'y a qu'un mépris, ou un dédain également inexcusables, qui puissent avoir fait une semblable objection contre un local aussi commode que vaste.

Songeons au but et venons en masse!

Nous présentons aujourd'hui à nos lecteurs, une adresse au Président et aux Directeurs de la banque des Etats-Unis. L'auteur de cette adresse en appelle à la nation pour décider du mérite de son raisonnement, montrant à l'évidence la conduite impropre des chefs de cette institution, par la gêne et l'embarras où ils ont placé le commerce, accumulant dans leurs caveaux sous un faux prétexte, le numéraire de la nation, et réduisant les escomptes entendus pour faciliter le commerce, et le principal point de vue et nous pouvons dire le seul, dans lequel la banque des Etats-Unis avait été autorisée.

Nous recommandons cette adresse à nos lecteurs, elle est dictée par le patriotisme.

Nous apprenons cordialement la conduite que notre honorable Président a tenu à l'égard de cette banque, c'est à la fermeté héroïque de son caractère, guidé par la plus sage pénétration, que nous devrons la défaite du géant qui dans un âge mûr, aurait frappé de son bras de fer, toutes nos institutions naissantes et aurait soumis à son despotisme notre commerce et nos manufactures.

Au Président et Directeurs de la banque des Etats-Unis.

Messieurs:

Les fonctions que vous exercez ont de grandes responsabilités.

C'est entre vos mains que fut confiée la représentation de la propriété nationale. Vous serez ou approuvés ou condamnés par votre pays, selon que vous aurez rempli votre devoir fidèlement ou imparfaitement. Votre charte vous a été accordée sous condition et avec votre obligation de favoriser le commerce, celle faire prospérer les fonds de la nation. Tels sont les principes que auxquels par devoir vous devez rester attachés, et dont vous ne devez aller. Un certain nombre d'années vous a été accordé, à l'expiration de ce temps vos pouvoirs doivent cesser, par un contract entre vous et la nation, la nation a le droit de vous arrêter après cette époque, et vous n'avez aucun prétexte droit sur la nation pour protéger votre charte. En principe de protection pour votre institution, vous avez à diminuer vos escomptes, au lieu d'augmenter, c'est actuellement, et ne pas diminuer vos escomptes dans les jours de gêne. Mais au contraire diminuer nos besoins, vous avez été au-delà de votre charte de protection et vous avez trompé votre souverain.

Vous avez fait des emprunts à l'étranger, vous avez fait des dettes, vous avez fait des dépenses, vous avez fait des spéculations, vous avez fait des choses qui ne vous étaient pas permises, et vous avez refusé de faire celles qui vous étaient ordonnées. Vous avez fait des choses qui ne vous étaient pas permises, et vous avez refusé de faire celles qui vous étaient ordonnées. Vous avez fait des choses qui ne vous étaient pas permises, et vous avez refusé de faire celles qui vous étaient ordonnées.